

UFROS ACTU

ÉDITO

Un revers pour Macron

Les citoyens ont tranché ! Au sortir des élections législatives, les urnes ont rendu leur verdict ; Macron n'a plus la majorité !

S'il a été élu Président de la République, c'est parce qu'un grand nombre de votants ont fait l'union pour éviter le succès de l'extrême droite.

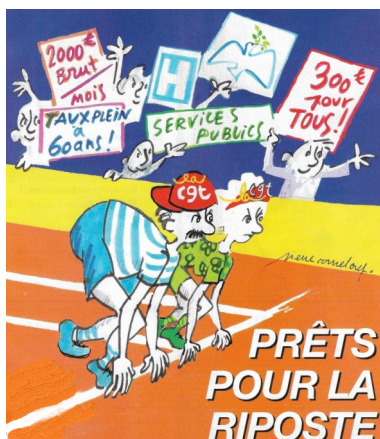
Par contre au 2eme tour des législatives, le front républicain n'a pas fonctionné. Le parti de l'extrême droite a obtenu 89 députés à l'Assemblée nationale, contre 8 en 2017

C'est une catastrophe !

Le responsable ? Certes, il y a les abstentionnistes, mais le 1^{er} responsable c'est Macron, qui au lieu de lutter contre les idées xénophobes et racistes, leur a fait la courte échelle par pure cynisme politique. Pour ensuite assimiler les forces de gauche rassemblées....

Et au 3^{eme} jour après sa défaite qu'il tente de minimiser, il joint aux opposants de se prononcer sur leur volonté ou non de l'aider à porter son programme de casse sociale !

Les seuls à pouvoir le faire, c'est le Front National ! "



Dans un communiqué, le 21 juin, la CGT alertait les salariés, retraités et demandeurs d'emploi et écrivait :

- « Plus que jamais le monde du travail doit mettre à l'ordre du jour le progrès social. »
- « Plus que jamais la retraite à 60 ans est un marqueur d'une société juste et solidaire et doit être entendu par le gouvernement. »
- « La CGT continuera à porter ses propositions en matière sociale, économique et environnementale. Le vivre ensemble ne se décrète pas, il se construit ! »

Nous n'avons rien à espérer de ce nouveau gouvernement qui recherche partout des alliances pour faire passer ses projets anti sociaux.

Il devrait y arriver assez facilement.

Nous n'avons d'autre choix que la mobilisation pour la satisfaction de nos revendications.



Union Fédérale des Retraités des Organismes Sociaux CGT

263, rue de Paris Case 536 – 93515 Montreuil Cedex – Tél : 01 55 82 87 11





Appel de la Commission Exécutive FNPOS CGT des 22 ET 23 Juin 2022

Profitant de deux ans de pandémie et plus de quatre mois de guerre en Ukraine, les grandes entreprises transfèrent plus de 80 milliards d'euros à leurs actionnaires soit une hausse de 57 % par rapport à l'année dernière ... et pourtant plus de 17000 emplois ont été supprimés en France en 2021 !! Un comble !!

Les élections législatives viennent d'avoir lieu. Si les résultats de la coalition de gauche permettent un nouvel espoir en privant le parti présidentiel de la majorité absolue, il faut rester très vigilant aux alliances à venir. Interrogeons-nous sur la très forte abstention et la montée féroce de l'extrême droite au sein de l'hémicycle, encouragées par Macron et sa majorité qui, après avoir appelé à faire barrage à son profit lors des présidentielles, cyniquement, fait sauter la digue lors de ces législatives. Ce contexte doit nous amener à défendre encore plus nos valeurs : humanisme, solidarité, fraternité, valeurs anti racistes et transformation de la société avec la fin du modèle capitaliste et une véritable redistribution des richesses.

Il y a urgence à changer de système puisque la planète brûle littéralement et que le dérèglement climatique s'accroît chaque jour. En effet, 20 % des entreprises polluent autant que 80 % de la population mondiale.

Des luttes sont engagées partout dans le monde : une grève générale des transports en Tunisie, une grève historique des cheminots en Grande Bretagne, une grève générale en Belgique... En France beaucoup de secteurs sont dans l'action : Milieu hospitalier, EHPAD, énergie, métallurgie, aéroports, automobile, services publics, audiovisuel... pour dénoncer les conditions de travail et revendiquer des augmentations de salaires. En effet, les prix des produits de première nécessité, l'essence, l'énergie, flambent. Notre niveau de vie reste la principale source de préoccupation des français.

Les salaires et les pensions doivent suivre à minima l'inflation des prix pour faire face aux dépenses contraintes.

Nous devons, militants de la CGT de la fédération des Organismes Sociaux, être offensifs. Il nous faut absolument revenir sur le terrain, à la rencontre des salariés et des jeunes en particulier afin de gagner leur engagement en leur donnant des perspectives.

Nous pouvons gagner des combats à la CGT, cela est prouvé, en nous basant sur des positions claires, de fond et en mobilisant les salariés. Notre qualité de vie syndicale est un levier afin de gagner sur nos revendications comme les élections professionnelles.

Oui nous pouvons gagner et devons continuer à œuvrer dans ce sens. Pour cela, dès maintenant partout où c'est possible, organisons des assemblées générales afin de construire une mobilisation qui devra s'inscrire dans la durée afin de parer les mauvais coups des politiques antisociales du gouvernement et notamment le Projet de Loi de Finances et le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2023.



Montreuil, le 23 juin 2022

RÉPONSE À RTL : LES DÉLAIS DE TRAITEMENT DANS LES CAF SONT DUS AUX POLITIQUES MISES EN PLACE PAR LE GOUVERNEMENT ET NON AUX AGENTS...

Le 10 Juin 2022, le média RTL titrait : « Pourquoi la CAF accuse un retard de traitement des dossiers ? » avec comme éléments d'explication de ce retard, un absentéisme élevé, des failles informatiques et la réforme récente des APL.

Cet article fait suite à un reportage diffusé au journal télévisé de TF1, où la Direction de la CAF de la Drôme justifie, entre autres, des fermetures d'accueil pour rattraper le retard, par l'absentéisme des agents. L'absentéisme dont il est question concerne la période de contamination par le variant omicron pendant laquelle les agents de la CAF ont été touchés comme toute la population.

Les véritables explications viennent des COG (Conventions d'Objectifs et de Gestion) successives qui diminuent le nombre de postes dans les CAF alors que la charge de travail augmente, mais aussi de la réforme des APL, réforme injuste, qui en plus a été mise en place dans un contexte difficile de crise sanitaire, avec une préparation insuffisante et des nombreux dysfonctionnements informatiques.

Certains propos relatés par RTL sont injurieux et totalement hors de la réalité : **« ... manque d'exigence de la hiérarchie : bon nombre d'agents sont passés du télétravail à la télé tout court, dans leur salle à manger. »**

Le télétravail est loin d'être une sinécure, les agents de la Sécurité sociale ont dû s'adapter au télétravail pendant la crise sanitaire, bien souvent avec du matériel inadapté. Dans beaucoup de CAF, les horaires de travail ont évolué pour travailler un maximum pour minimiser l'impact du système informatique à bout de souffle. Tous les agents ont fait preuve d'adaptabilité pour ne pas pénaliser les allocataires ayant toujours comme objectif de payer le juste droit à tous dans les meilleurs délais.

.../...

Montreuil le 20 juin 2022

.../...

En parallèle, la politique drastique du ministère de la santé et des solidarités quant aux économies de fonctionnement imposées aux CAF, au travers des COG est venue renforcer le manque de moyens humains ! Ce ne sont pas moins de 2 000 agents non remplacés de 2018 à 2022, là pourtant ils se seraient avérés plus que nécessaire face à tous les événements qu'ont connus les CAF ces trois dernières années (réforme APL, nouvelles missions comme le recouvrement des pensions alimentaires, paiement des différentes aides du gouvernement pendant le COVID, problèmes informatiques, télétravail imposé dans des conditions parfois insupportables...).

C'est évident : travailler dans des conditions déplorables avec des outils obsolètes et de moins en moins de bras... c'est mission impossible !

La FNPOS CGT, n'a eu de cesse de revendiquer des moyens humains auprès de l'employeur et du ministère de tutelle pour faire face à la situation et surtout rendre un service de qualité et de proximité que les citoyens sont en droit d'attendre !

Enfin, quand RTL parle de « démotivation pour des maigres salaires », alors oui, les agents ont de maigres salaires, mais ils ont continué à travailler sans relâche, en faisant des heures supplémentaires, souvent imposées, pour pallier les défaillances des directions nationales. Tout cela, **SANS AUCUNE RECONNAISSANCE** salariale collective depuis plus de 10 ans ! Alors même que toutes les organisations syndicales revendiquent une augmentation de la valeur du point pour faire face à l'inflation et rendre aux agents le salaire qu'ils ont perdu depuis tant d'années, les directions restent sourdes et jouent la montre pour faire traîner la négociation salariale !

Pour information, un agent qui rentrait à la CAF il y a 20 ans avait un salaire 30 % au-dessus du SMIC, aujourd'hui, les 3 premiers niveaux de la classification salariale sont en dessous du SMIC et les employeurs doivent mettre en place des mesures unilatérales sur les « bas salaires » pour ne pas être hors la loi !

C'est pourquoi, nous demandons à RTL de revenir sur ses propos en présentant des excuses aux agents des CAF.



Denis Lalys
Secrétaire Général

Montreuil le 20 juin 2022



Fédération Nationale **CGT** des
Personnels des **O**rganismes **S**ociaux
263, rue de Paris Case 536 – 93515 Montreuil Cedex
Tél : 01 55 82 87 01



LETTRE OUVERTE À LA REPRÉSENTATION NATIONALE (DÉPUTÉS ET SÉNATEURS)

Le cycle électoral est terminé : place à l'action, il y a urgence

Indecosa CGT propose 7 mesures pour soutenir le pouvoir d'achat des consommateurs et répondre aux besoins :

Depuis plusieurs mois nous subissons une inflation record et cela a un impact direct sur les consommateurs en particulier pour les catégories les plus modestes d'entre nous. Prés de 11 ans cumulés d'inflation jugulée et nous voilà confrontés à une envolée des prix en particulier au niveau des matières premières agricoles et énergétiques. En guise de réponse le gouvernement prépare un texte de loi qui sera débattu et voté dans l'hémicycle des deux assemblées sur la base d'un chèque alimentation.

Pour Indecosa CGT, il est bien en deçà des besoins suscités par le contexte actuel. Il est surtout influencé par des politiques monétaristes que nous subissons depuis des décennies au niveau de l'UE.

Si le contexte géopolitique n'arrange rien, il ne faut pas se laisser piéger par les sirènes qui nous orientent vers le conflit Russo/Ukrainien. Durant la pandémie, des effets d'aubaine ont refait jaillir les chantres de la spéculation qui bénéficient trop facilement de la bienveillance des États dans leur majorité.

L'INDECOSA-CGT est une association de consommateurs reconnue, ancrée dans les territoires et quotidiennement aux côtés des citoyens. A ce titre nous vous soumettons une série de propositions qui doivent s'inscrire dans la durée et non pas ponctuellement comme c'est le cas pour le futur projet de loi.

1. **Revenir à l'échelle mobile des salaires** comme elle se pratiquait jusqu'au début des années 80. Si le gouvernement souhaite revenir à une indexation des pensions de retraites sur l'inflation, il ne veut pas aller plus loin de peur de braquer le MEDEF. En effet il préfère suggérer aux entreprises du CAC 40 et à leurs alliés de fournir un effort. Or nous savons pour la plupart que ce n'est pas dans la culture française de nos industriels et de leurs alliés financiers qui ont largement oublié la fameuse règle des trois tiers * en matière de redistribution... Ils n'en reconnaissent qu'une, celle des actionnaires qui veulent toujours plus et peu importe le temps qu'il fait... Il y a nécessité d'un relèvement significatif de toutes les pensions, minima sociaux, du SMIC et du point d'indice des fonctionnaires.
2. **Le Blocage des prix de l'énergie** notamment des énergies fossiles est impératif. Le but, dans un premier temps, est de revenir à une meilleure stabilité de l'économie et éviter une vague des étiquettes permanentes. Dans un second temps c'est un moyen efficace d'envoyer un signal fort aux spéculateurs. Beaucoup font des stocks bien en amont et utilisent le moment opportun pour faire augmenter la demande au détriment de l'offre.

3. **Permettre un blocage des prix de milliers de produits de première nécessité couplé à un taux de TVA réduit.** Attention à bien le faire pour les denrées très peu transformées. En effet, on l'a vu pour les premiers prix dans la grande distribution où l'on remplace allégrement la matière noble comme la viande ou les laitages par des « succédanés » très bas de gamme ce qui permet de maintenir une marge confortable tout en faisant croire au consommateur qu'il paye la marchandise moins.
4. Nous réclamons le **retour du rapport poids/quantités des emballages** comme c'était le cas avant 2016. Il s'agit en particulier des paquets de farine, de riz, de certaines légumineuses, les huiles... Le consommateur ne peut plus comparer et cela devient incompréhensible avec la multiplication de packagings plus ou moins fantaisistes.
5. **Pour le contrôle des prix il faut renforcer la présence des agents de la CCRF** sur le territoire.** Ce gouvernement ne voit que par l'approche numérique et les économies d'échelle qui en résultent et fait disparaître peu à peu les contrôles physiques.
6. **Pratiquer un blocage des loyers** le plus rapidement possible pour une durée d'au moins un an voire deux. Aujourd'hui pour une majorité de ménages c'est le budget le plus important (entre 30 et 40 % selon les revenus).
Près de 66 % des citoyens sont éligibles au logement social et bon nombre d'entre eux disposent d'un reste à vivre d'un peu plus de 10 euros mensuels. Enfin il faut, comme pour les minima sociaux **augmenter les allocations pour le logement dont, bien sûr l'APL.** La baisse de 5 euros par mois voulue par les pouvoirs publics c'est l'équivalent de 15 milliards en moins dédié au logement sur 5 ans.
7. **Prendre une part sur les bénéfiques colossaux engendrés par les géants de l'énergie** comme Total. Antérieurement, cette opération a été faite par un gouvernement précédent et peut donc être réalisée à nouveau.
A ce titre il faut réfléchir à une **véritable maîtrise publique de l'énergie** avec notamment un redéploiement de certains outils de production comme des raffineries sur le territoire. Elles devraient être sous statut public et indépendantes des compagnies pétrolières. Enfin pour vendre du carburant dans l'hexagone les multinationales devraient obligatoirement passer par les raffineries publiques.

Il est bien évident que ces propositions ne couvrent pas toutes les problématiques en matière de pouvoir d'achat.

Prises rapidement elles permettraient de mettre un temps d'arrêt à la vie chère.

Le temps est à l'action et il y a urgence !

*Pour INDECOSA-CGT
Arnaud Faucon
Secrétaire national*

* En pleine crise financière, Nicolas Sarkozy s'était prononcé haut et fort pour la **règle des trois tiers** dans la répartition des profits : un **tiers** des bénéfiques doit aller aux actionnaires, un **tiers** aux salariés et un **tiers** au développement de l'entreprise.

** CCRF : Concurrence, consommation Répression des Fraudes